

Rapport d'Orientation Budgétaire 2025

Centre Communal d'Action Sociale

Annexe de la délibération n°1-25

LE CONTEXTE REGLEMENTAIRE

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Mornant est invité à tenir son Débat d'Orientation Budgétaire (DOB), afin de discuter des grandes orientations du prochain budget primitif, conformément à l'article L 2312-1 du Code général des collectivités territoriales.

La tenue d'un DOB est obligatoire pour les CCAS des communes de plus de 3500 habitants, et ce dans les 10 semaines précédant l'examen du budget primitif.

Selon la loi NOTRe promulguée le 7 août 2015 et l'article L.2312-1 du CGCT, dans les CCAS des communes de plus de 3500 habitants, le débat d'orientation budgétaire doit s'appuyer sur un rapport d'orientation budgétaire qui sera porté à la connaissance des administrateurs dans les deux mois précédents le vote du budget.

Ce rapport donne lieu un débat qui est acté par une délibération spécifique.

LE CONTEXTE ECONOMIQUE INTERNATIONAL

Une reprise atone marquée par une instabilité géopolitique

La croissance mondiale est attendue sans véritable élan en 2024 et en 2025, autour de 3% avec des dynamiques par pays très différentes. Les Etats-Unis continuent de surprendre avec une croissance attendue proche de 3%, tandis que la zone euro peine à se redresser avec une croissance qui serait inférieure à 1% en 2025 et avec une économie allemande en difficulté. La Chine ralentit également avec une croissance qui serait inférieure à 5%. La plupart des banques centrales des pays dits avancés ont commencé à desserrer les taux du crédit sur fond de décélération de l'inflation en 2024 et ce mouvement se poursuivrait en 2025. Par ailleurs, le risque géopolitique se renforce dans de nombreux pays. L'intensification de la guerre en Ukraine et du conflit au Moyen-Orient, avec un renforcement des tensions Iran/Israël en sont l'illustration. Sur le plan politique, le résultat des élections américaines

fait peser le risque de la mise en place de tarifs douaniers plus impropres pour les entreprises européennes ainsi que d'une politique moins prévisible, sans pouvoir, de fait, en évaluer pleinement les conséquences sur un plan économique. S'agissant de la zone euro, l'activité est meilleure que prévue au 3ème trimestre 2024 sans pour autant avoir des garanties sur le maintien de cette dynamique en 2025. De façon globale, les économistes anticipent une croissance du PIB de 0,8% en 2024 et de 1,3% en 2025 avec une forte hétérogénéité entre pays. Quant à l'inflation, elle est prévue à hauteur de 1,8% en 2025 après avoir été de 2,3% en 2024. Néanmoins, il convient de nuancer ces prévisions, car s'il est bien prévu une baisse au premier semestre en raison d'effets de base négatifs sur les prix de l'énergie, la baisse dans le secteur des services resterait lente.

LE CONTEXTE ECONOMIQUE NATIONAL

Un ralentissement de l'inflation dans un contexte de déficit public accru

Après l'épisode d'une économie mondiale marquée par un ralentissement généralisé et une forte inflation soudaine et persistante, cette dernière retrouve en France et en zone euro un niveau plus soutenable. A titre d'exemple, en septembre 2024 les prix à la consommation ont baissé de 1,2% sur un mois et augmenté de 1,1% sur un an.

Au niveau de l'économie française, il est prévu une augmentation du PIB de 1,1% en 2024 et de 0,9% en 2025 quand, en moyenne annuelle, l'inflation passerait de 2,3% en 2024 à 1,7% en 2025. Dans le même temps, la dynamique de l'emploi privé se dégrade et quand bien même le taux de chômage a baissé de 0,2 point au deuxième trimestre 2024, se situant à 7,3%, il reste au-dessus de la moyenne européenne qui se situait en août 2024 à 5,9%. L'ensemble de ces critères se situe dans un contexte de déficit public particulièrement marqué et qui devrait atteindre 6,1% en 2024 alors qu'il était prévu dans le PLF 2024 à 4,4%.

LE PROJET DE LOI DE FINANCES 2025

Le Projet de Loi de Finances (PLF) pour 2025 est examiné dans un contexte budgétaire marqué par une configuration politique singulière. En effet, la dissolution de l'assemblée nationale en juin dernier a suspendu l'avancée des étapes préparatoires à l'élaboration du budget de l'Etat tout en donnant naissance, suite aux nouvelles élections, à une coalition inédite dans la 5ème république. Suite à la démission du gouvernement BARNIER et pour permettre la gestion minimale des finances publiques, une loi spéciale a été promulguée le 20 décembre 2024.

Dans ce contexte, le nouveau gouvernement se doit de proposer un budget 2025, complexifié de surcroît par deux années de déficits publics qualifiés aujourd'hui par certains de dérapage budgétaire (5,5% de déficit public en 2023 et 6,1% en 2024).

Ce qui est sûr :

- Les bases locatives sont revalorisées de 1,7 % (seulement Pour rappel + 7,1 % en 2023)
- L'écrêtement de la dynamique de la TVA
- Un calcul différent des dotations avec une augmentation de la part de la dotation de péréquation mais une baisse de la dotation générale
- Une diminution du taux de FCTVA de 16,404 % à 14,85 % applicable qu'à partir des dépenses réalisées en 2025 (donc 2027 pour Mornant)

- Le remboursement au titre « des dépenses d’entretien des bâtiments, réseaux payés et des prestations de solutions relevant de l’informatique en nuage » est supprimé à compter de 2025
- La création d’un fonds de réserve au profit des collectivités locales (collectivités prélevées, modalités de ces prélèvements, modalités des redistributions différées, ... précisions à venir)
- L’augmentation des cotisations CNRACL passent de 4% à 3 % (pour les années 2025,2026 et 2027)

Le gouvernement BARNIER visait un effort de redressement budgétaire de 60,6 milliards d’euros afin de ramener le déficit public à 5% du PIB avec 2/3 de l’effort prévu passe par une réduction des dépenses et 1/3 par des hausses d’impôts.

Le budget de l’État pour 2025 a été définitivement adopté dernièrement au Parlement, après un ultime vote du Sénat venu achever le parcours tumultueux de ce texte suspendu en décembre par la censure du gouvernement de Michel Barnier.

LE CONTEXTE ECONOMIQUE à Mornant

Le CCAS a été sollicité par des nouveaux demandeurs d’aides financières dues à la crise énergétique et économique.
Les rendez-vous pour des conseils, des suivis, des demandes d’aides pour des situations difficiles ont été nombreux.

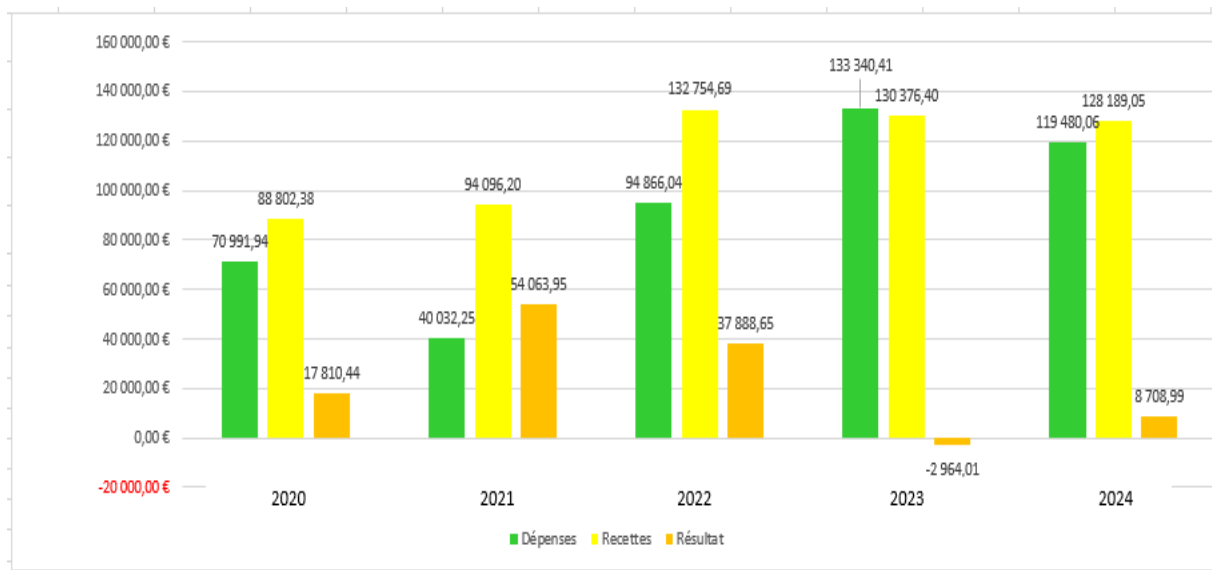
DONNEES RETROSPECTIVES DU BUDGET du CCAS 2020 - 2024

Le budget du CCAS est autonome depuis 2019.

RETROSPECTIVE DES BUDGETS 2020 -2024

COMPTE ADMINISTRATIF							
	FONCTIONNEMENT			INVESTISSEMENT			TOTAL
	Dépenses	Recettes	Résultat	Dépenses	Recettes	Résultat	Résultat
2020	70 991,94 €	88 802,38 €	17 810,44 €	0,00 €	108,00 €	108,00 €	17 918,44 €
2021	40 032,25 €	94 096,20 €	54 063,95 €	7 980,00 €	7 108,04 €	-871,96 €	53 191,99 €
2022	94 866,04 €	132 754,69 €	37 888,65 €	4 873,64 €	12 673,64 €	7 800,00 €	45 688,65 €
2023	133 340,41 €	130 376,40 €	-2 964,01 €	6 688,20 €	11 081,86 €	4 393,66 €	1 429,65 €
2024	119 480,06 €	128 189,05 €	8 708,99 €	7 898,00 €	8 304,44 €	406,44 €	9 115,43 €

BUDGETS FONCTIONNEMENT 2020 - 2024

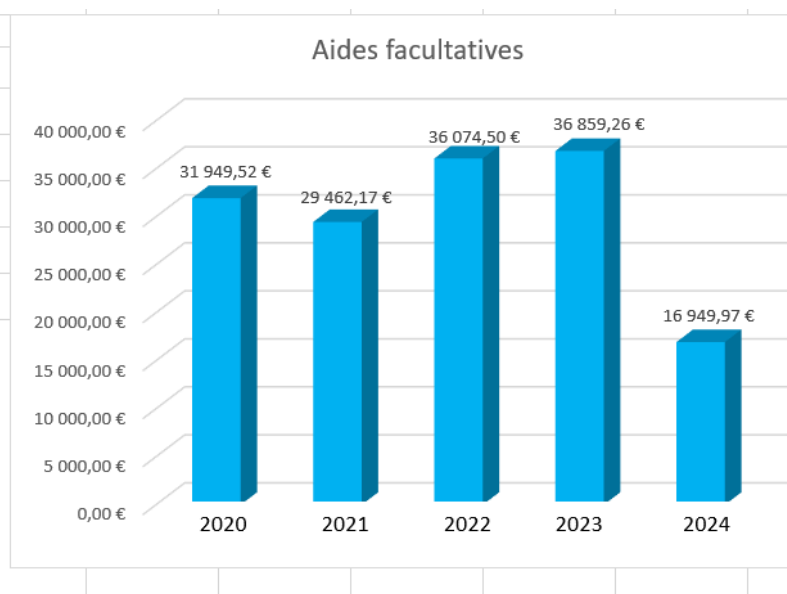


RETROSPECTIVE SUR LES AIDES ATTRIBUEES DEPUIS 2020

AIDES ALLOUEES	
2020	31 949,52 €
2021	29 462,17 €
2022	36 074,50 €
2023	36 859,26 €
2024	16 949,97 €

La baisse des aides en 2024 est due à :

- un examen approfondi lors de l'étude des demandes d'aide financière
- une orientation des demandeurs vers l'office du pouvoir d'achat ou les assistantes sociales
- des prêts accordés
- l'absence d'appels à projets



Attention : Ces chiffres ne tiennent pas compte des prêts remboursables qui sont comptabilisés en investissement

RETROSPECTIVE DES AIDES NON-REMBOURSABLES

	2020	2021	2022	2023	2024
AIDES FINANCIERES					
Loyer	1 939,15	4 665,55	4 046,24	897,66	
Frais funéraires	2 275,00	1 004,00	2 250,00		1 047,00
Frais de santé					
Insertion professionnelle					
Transports				300,00	
Secours d'urgence	7 200,00	115,75	486,86	964,17	350,83
Aides diverses	4 882,08	4 351,00	9 100,00	2 249,31	3 469,52
Energies			2 634,75	323,22	334,75
Médiation familiale	480,00	240,00	552,00		
Subventions aux associations	2 150,00	3 480,00		4 200,00	6 500,00
Appels à projets				15 000,00	
SOUS TOTAL	18 926,23	13 856,30	19 069,85	23 934,36	11 702,10
DISPOSITIFS MIS EN PLACE A MORNANT					
Kit bioéthanol	150,00				
Vélos à assistance électrique	6 500,00	8 200,00	8 390,58	6 504,49	2 291,31
Pass'ton permis	360,00	1 937,97	1 397,04	835,50	367,67
Passeport Junior Adapté	6 013,29	4 967,90	6 545,53	4 978,15	2 413,24
Passeport compétition	0,00		143,90	80,00	34,86
Classes découvertes			527,60	334,25	83,79
Pass' Premiers Secours				192,50	57,00
SOUS TOTAL	13 023,29	15 105,87	17 004,65	12 924,89	5 247,87
TOTAL	31 949,52	28 962,17	36 074,50	36 859,25	16 949,97

Pour 2024, les aides représentent :

- 5 secours d'urgence alimentaire et 1 secours d'urgence transport
- 7 aides financières

Et pour les dispositifs mis en place par le CCAS :

- 16 aides pour l'acquisition d'un vélo électrique
- 3 aides pour le permis de conduire
- 60 passeports junior adapté
- 2 passeports compétition
- 2 Pass' premiers secours
- 4 classes découvertes pour l'année 2023/2024

CONSTITUTION DU BUDGET DU CCAS POUR L'ANNEE 2025

RESULTAT COMPTABLE DE L'ANNEE 2024 :

- Excédent en section de fonctionnement de 8 708,99€
- Excédent en section d'investissement de 406,44€

Le CCAS sollicitera une subvention de 85 000 € auprès de la commune.

LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2025

L'année 2025 débute dans un contexte délicat et contraignant en raison de la crise énergétique et économique. Les besoins sociaux des familles et des personnes fragilisées, déjà identifiés, sont de plus en plus forts. Il est néanmoins nécessaire d'anticiper des besoins non connus à ce jour.

Le CCAS souhaite renforcer ses services et ses missions auprès de l'ensemble des Mornantais et continuer à s'ouvrir au-delà des démarches d'aides sociales. Il mène des actions en faveur des jeunes, des seniors, des familles, de la prévention de santé et du handicap et souhaite renforcer le principe de la « solidarité réciproque » accompagné par la M@ison du Bénévolat.

Au vu de la crise économique et de son impact sur les populations les plus fragiles, la Commune souhaite poursuivre son soutien aux actions du CCAS. Elle soumettra au vote du Conseil Municipal une subvention de 85 000€.

Le CCAS assure ses obligations qui se déclinent ainsi :

- L'accueil et les renseignements divers
- L'instruction des dossiers d'aide sociale légale et extra-légale
- Les bons d'urgence alimentaire
- La domiciliation des personnes sans domicile stable
- Le recensement des personnes vulnérables (plan canicule, plan grand froid)
- Tenue à jour et suivi du plan canicule et du plan grand froid
- L'attribution des logements sociaux

Le CCAS maintient son engagement pour renforcer ses actions existantes en menant une politique forte en direction des aînés, des familles, du handicap et de la prévention santé en partenariat avec nos partenaires locaux, associatifs et institutionnels :

➤ En faveur des aînés

- Semaine bleue en partenariat avec la COPAMO
- Relations avec les partenaires : la MDR (Maison du Département du Rhône), l'EHPAD de Mornant, l'ADMR, l'AMAD, etc...
- Repas pour les aînés.
- Colis de fin d'année pour les personnes de 70 ans et +, seules et sans enfant, vivant à domicile
- Goûter animé pour tous les résidents de l'EHPAD et du foyer de vie pour la St Nicolas.
- Organisation d'un voyage en octobre.
- Organisation de sorties loisirs solidaires dans le cadre dispositif Pass'Loisirs Séniors.

➤ En faveur des familles et des jeunes :

avec le maintien en 2025 des différents dispositifs:

- Passeport Junior Adapté
- Passeport compétition
- Pass' ton permis
- Aide aux classes découvertes

Et sur la partie « investissement »

- Aides remboursables pour caution d'accès au logement

➤ En faveur de la prévention santé :

Les actions menées avec les partenaires locaux, associatifs et institutionnels, autour de la prévention de la santé sont un axe fort du CCAS :

- Octobre rose
- Maintien de partenariats : Ligue contre le cancer, MTRL
- Continuité du dispositif Pass' Premiers Secours mis en place en 2023 qui propose des formations diplômantes pour le PSC1 destinées aux associations et au grand public avec participation de 50% du CCAS pour les membres et professeurs des associations.
- Continuité de l'initiation gratuite aux gestes de premiers secours pour le grand public

- Réflexion sur des actions de sensibilisation aux dons d'organes

➤ **En faveur du handicap :**

- Mise en place d'actions de sensibilisation aux divers handicaps en lien avec les écoles, la maison de retraite, les associations
- Organisation de moments de sensibilisation par l'association « 2 P'tits Pas Pour Demain » en partenariat avec le CCAS
- Rencontres régulières avec le COPIL handicap formé avec nos partenaires locaux (2 P'tits Pas Pour Demain – IMPRO – ESAT – Foyer de l'Arc – la CPTS – Fondation Germaine Revel)

Pour éviter une stigmatisation et préserver l'anonymat des personnes bénéficiant d'aides et adhérent au dispositif de « solidarité réciproque », le CCAS les invite à s'inscrire à la « M@ison du Bénévolat » pour intégrer le listing commun.

LE FONCTIONNEMENT 2025

Pour un budget de 117 308,99€

Dépenses :

- Sorties Pass'Loisirs Séniors
- Voyage séniors
- Manifestations diverses : repas des aînés, soirée octobre rose....
- Maintenance et location des défibrillateurs
- Charges de personnel
- Aides financières accordées en commission et dans le cadre des dispositifs

Recettes :

- Inscriptions aux sorties, voyage, repas...
- Subvention de la commune et de la CARSAT (Transport voyage)
- Dons

L'INVESTISSEMENT 2025

Pour un budget de 7 051,22€

Dépenses :

- Prêts remboursables.

Recettes :

- Remboursements des prêts.

L'ANNEE 2025 SERA MARQUEE PAR UNE VIGILANCE ACCRUE

En raison de la crise énergétique et économique sans précédent, le CCAS devra rester vigilant envers la population fragilisée mais aussi rester attentif à l'ensemble des Mornantais.

Le contexte économique et social fera certainement apparaître d'autres problématiques que le CCAS devra anticiper.

Envoyé en préfecture le 24/03/2025

Reçu en préfecture le 24/03/2025

Publié le



Le CCAS renforcera aussi ses liens et son accompagnement de nos institutions (banque alimentaire, SOS familles).

ID: 069-216901413-20250318-CCAS_D01_25-DE

Pour optimiser l'accompagnement des usagers qu'il rencontre, le CCAS continuera également d'intensifier sa collaboration avec l'office du pouvoir d'achat mise en place en 2024 pour les épauler et les guider pleinement.